Numéro du rôle : 4259
Arrêt n° 62/2008 du 10 avril 2008

A R R E T

En cause : la question préjudicielle concernant l'article 44 du décret de la Communauté flamande du 27 mars 1991 relatif à la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé, posée par la Cour de cassation.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Bossuyt et M. Melchior, et des juges P. Martens, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke et J. Spreutels, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Bossuyt,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

*

* * *

I. *Objet de la question préjudicielle et procédure*

Par arrêt du 26 juin 2007 en cause du procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles contre Frank Vandenbroucke, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 4 juillet 2007, la Cour de cassation a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 44 du décret du 27 mars 1991 relatif à la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé, interprété en ce sens que cet article crée une cause d'excuse exclusive de peine qui s'applique non seulement aux faits qui sont uniquement punissables en vertu de l'article 43 du décret sur le dopage, mais également à la simple détention de substances interdites, sanctionnée par la loi relative aux drogues, viole-t-il les règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des communautés et des régions, en ce que son application met en péril la compétence résiduelle du législateur fédéral ? ».

Des mémoires et mémoires en réponse ont été introduits par :

- le Conseil des ministres;
- le Gouvernement flamand.

A l'audience publique du 18 décembre 2007 :

- ont comparu :
 - . Me T. De Sutter, avocat au barreau de Gand, pour le Gouvernement flamand;
 - . Me E. Jacobowitz, qui comparaisait également *loco* Me P. De Maeyer, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;
- les juges-rapporteurs E. De Groot et P. Martens ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- l'affaire a été mise en délibéré.

Les dispositions de la loi spéciale du 6 janvier 1989 relatives à la procédure et à l'emploi des langues ont été appliquées.

II. *Les faits et la procédure antérieure*

Par jugement du 6 décembre 2004 du Tribunal de première instance de Termonde, statuant en matière pénale, Frank Vandenbroucke a été condamné pour infraction à la loi du 24 février 1921 « concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes » (ci-après : loi relative aux drogues) et à ses arrêtés d'exécution, après que l'on eut trouvé chez lui, au cours de plusieurs perquisitions, différents produits interdits.

Frank Vandebroucke a interjeté appel de ce jugement, de même que le ministère public. Par arrêt du 23 juin 2005, la Cour d'appel de Gand a condamné le prévenu à une amende de 250.000 euros et aux dépens.

Frank Vandebroucke a formé un pourvoi en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel. La Cour de cassation a considéré dans son arrêt du 14 février 2006 que la Cour d'appel n'avait pas motivé sa décision en droit. Selon la Cour de cassation, la Cour d'appel avait injustement considéré que l'article 44, alinéa 1er, du décret du 27 mars 1991 relatif à la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé (ci-après : le décret relatif au dopage), aux termes duquel les faits réprimés par le décret peuvent uniquement donner lieu à des mesures disciplinaires lorsqu'ils sont commis par des sportifs à l'occasion de leur préparation ou de leur participation à une manifestation sportive, ne pouvait s'appliquer à une pratique de dopage ou à une pratique y assimilée, qui est constatée en dehors du terrain de sport ou du vestiaire où le sportif se prépare à une manifestation sportive. La Cour de cassation a renvoyé l'affaire à la Cour d'appel de Bruxelles.

Par arrêt du 14 mars 2007, la Cour d'appel de Bruxelles a acquitté le prévenu. La Cour a considéré que les faits mis à sa charge avaient été commis en tant que sportif à l'occasion de sa préparation ou de sa participation à des manifestations sportives, de sorte que la cause d'excuse exclusive de peine contenue à l'article 44, alinéa 1er, du décret relatif au dopage a été déclarée applicable.

Le ministère public s'est pourvu en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles, soutenant notamment que la Cour d'appel interprète erronément l'article 44 du décret relatif au dopage en partant du principe que la cause d'excuse que contient cette disposition s'applique aussi aux infractions décrites dans la loi relative aux drogues. La Cour de cassation constate cependant que lorsque la pratique de dopage, au sens de l'article 21, § 2, 2°, du décret relatif au dopage, commise par un sportif à l'occasion de sa préparation ou de sa participation à une manifestation sportive, peut également être qualifiée de détention de substances interdites, visée dans la loi relative aux drogues, elle fait l'objet de la cause d'excuse exclusive de peine visée à l'article 44 du décret relatif au dopage et l'intéressé ne peut plus être poursuivi au pénal pour infraction à la loi précitée. Toute autre appréciation priverait l'article 44 du décret relatif au dopage de sa portée. Le fait que la loi relative aux drogues, dont cette pratique de dopage peut également relever, fait l'objet d'un régime distinct de causes d'excuse n'y change rien.

Le ministère public estime que l'article 44 du décret relatif au dopage, dans cette interprétation, viole les règles répartitrices de compétence. La Cour de cassation a estimé qu'il était nécessaire de poser à la Cour la question préjudicielle reproduite ci-dessus.

III. *En droit*

- A -

A.1. Le Gouvernement flamand estime que le juge *a quo* interprète erronément la disposition en cause et souligne que lorsque la Cour considère qu'une norme législative est inconstitutionnelle dans l'interprétation que lui donne le juge *a quo* mais constate en même temps qu'une autre interprétation existe, dans laquelle cette norme échappe à la sanction d'inconstitutionnalité, il lui appartient de mentionner dans le dispositif de l'arrêt l'interprétation qui résiste au constat d'inconstitutionnalité.

A.2. Le Gouvernement flamand souligne qu'en vertu de l'article 4, 9°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les communautés sont compétentes pour l'éducation physique, les sports et la vie en plein air. En vertu de l'article 5, § 1er, I, 2°, de cette loi spéciale, elles sont également compétentes pour l'éducation sanitaire ainsi que pour les activités et services de médecine préventive, à l'exception des mesures prophylactiques nationales. Les travaux préparatoires de cette loi spéciale font apparaître que les communautés doivent notamment être considérées comme compétentes pour le contrôle sportif médical, rendu obligatoire par la réglementation relative à l'exercice de certaines disciplines sportives et pour le contrôle facultatif. En vertu de cette compétence, le législateur décretaal flamand a adopté le décret du 27 mars 1991 relatif à la pratique du sport

dans le respect des impératifs de santé (ci-après : le décret relatif au dopage), dans le but de créer un cadre juridique pour l'exercice du sport dans le respect des impératifs de santé. Ce décret a été modifié en 2004. En 2007, un nouveau décret relatif à la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé a été adopté, mais ce décret entrera seulement en vigueur à une date à fixer par le Gouvernement flamand.

L'Etat fédéral reste cependant compétent pour régler l'exercice de la médecine et des professions paramédicales ainsi que pour les règles relatives aux médicaments. C'est pourquoi la loi du 24 février 1921 « concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes » (ci-après : loi relative aux drogues) demeure de la compétence du législateur fédéral. Cette loi interdit la détention et le commerce de substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques.

A.3. Selon le Gouvernement flamand, les communautés ne sont pas compétentes pour modifier la loi relative aux drogues. Lors de l'adoption de la disposition en cause, le législateur décrétoal flamand n'a cependant jamais eu l'intention de créer une situation d'impunité pour les infractions qui sont réprimées par d'autres lois pénales, comme la loi relative aux drogues. Il se réfère à cet égard aux travaux préparatoires du décret relatif au dopage.

Il ressort en outre clairement de l'article 21, § 2, 2°, du décret relatif au dopage que le législateur décrétoal n'a pas voulu porter atteinte aux dispositions de la loi relative aux drogues. Selon cet article, est assimilée aux pratiques de dopage la détention, sans motif légitime, de substances et moyens visés à l'article 2, 6°, « sans préjudice des dispositions de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes ». Les termes « sans préjudice des dispositions de la loi du 24 février 1921 » ont été insérés par une modification décrétoale de 2004 à la suite de l'adoption d'un amendement. Dans la justification de cet amendement, il est dit expressément que, quoiqu'il soit évident que le décret relatif au dopage ne porte pas atteinte à l'application de la loi relative aux drogues, il s'indique de compléter l'article 21, § 2, 2°, du décret relatif au dopage afin d'éviter tout malentendu.

Dans son avis du 20 juin 2003, la section de législation du Conseil d'Etat n'a par ailleurs fait aucune observation au sujet d'une éventuelle violation des règles répartitrices de compétence.

A.4. Le Gouvernement flamand relève que le (nouveau) décret du 13 juillet 2007 relatif à la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé confirme lui aussi expressément, plus précisément en son article 3, que les dispositions de la loi relative aux drogues demeurent pleinement applicables.

Dans son avis du 20 février 2007, la section de législation du Conseil d'Etat a suggéré de supprimer la référence à la loi relative aux drogues, parce qu'il est évident que le décret ne peut porter atteinte à l'application de cette loi. Le législateur décrétoal a cependant choisi de maintenir les termes « sans préjudice des dispositions de la loi du 24 février 1921 » afin d'éviter d'éventuels problèmes d'interprétation.

A.5. Le Conseil des ministres partage l'analyse du Gouvernement flamand. L'interprétation du juge *a quo* impliquerait non seulement une violation des règles répartitrices de compétence par la disposition en cause, mais également une violation des articles 10 et 11 de la Constitution. En effet, selon cette interprétation, un sportif qui serait en possession de cocaïne au cours de sa préparation ou de sa participation à une manifestation sportive pourrait uniquement être poursuivi sur le plan disciplinaire, alors que toute autre personne pourrait être poursuivie pénalement.

Eu égard au champ d'application restreint du décret relatif au dopage, l'interprétation du juge *a quo* paraît étrange. Il est évident que les deux législations concernées ont des champs d'application distincts, de sorte que l'application d'une législation ne peut conduire à la non-application de l'autre. Nul n'en aurait douté si les deux législations avaient émané du même législateur. La simple circonstance que deux législateurs distincts sont intervenus ne peut conduire à une autre conclusion.

Le Conseil des ministres considère dès lors que la question préjudicielle appelle une réponse affirmative, mais que la disposition en cause peut également être interprétée d'une manière conforme à la Constitution.

- B -

B.1.1. La question préjudicielle porte sur l'article 44 du décret de la Communauté flamande du 27 mars 1991 relatif à la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé (ci-après : le décret relatif au dopage), qui énonce :

« Les faits punissables visés à l'article 43 ne donnent lieu [lire : qu'] à des mesures disciplinaires [...] s'ils ont été commis par les sportifs à l'occasion de leur préparation ou de leur participation à une manifestation sportive.

Toute autre personne qui participe à ces faits est punie comme si la disposition de l'alinéa précédent n'existait pas ».

B.1.2. Le décret de la Communauté flamande du 13 juillet 2007 relatif à la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé a abrogé et entièrement remplacé le décret du 27 mars 1991.

Cette modification décrétole n'a aucune incidence sur le litige pendant devant le juge *a quo*, ni, partant, sur la question posée par lui.

B.2.1. Le juge *a quo* demande si la disposition en cause, interprétée en ce sens que la cause d'excuse exclusive de peine régie par cette disposition s'applique non seulement aux faits qui sont uniquement punissables en vertu de l'article 43 du décret relatif au dopage, mais également à la seule détention de substances interdites, réprimée par la loi du 24 février 1921 « concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes » (ci-après : loi relative aux drogues), viole les règles répartitrices de compétence, en ce que l'application de cette disposition porterait atteinte à la compétence résiduelle du législateur fédéral.

B.2.2. La Cour est uniquement interrogée quant au respect des règles répartitrices de compétence et non au sujet d'autres questions que pourrait poser l'application du décret en cause et de la loi précitée du 24 février 1921.

B.3.1. La Cour détermine l'étendue de la question préjudicielle en tenant compte de l'objet du litige pendant devant le juge *a quo* et de la motivation de l'arrêt de renvoi.

B.3.2. Il apparaît des faits du litige pendant devant le juge *a quo* et de la motivation de l'arrêt de renvoi que le litige porte sur les poursuites pénales engagées contre une personne prévenue d'avoir commis des faits qui pourraient non seulement être qualifiés de « pratique de dopage ou de pratique y assimilée », interdite par le décret relatif au dopage, mais également de « détention de substances interdites » au sens de la loi relative aux drogues.

La Cour limite son examen de la question préjudicielle à la situation dans laquelle la disposition en cause prévoit une cause d'excuse exclusive de peine pour les faits qui peuvent être qualifiés de « pratique de dopage » au sens du décret relatif au dopage et qui peuvent également être qualifiés de « détention de substances interdites » au sens de la loi relative aux drogues.

B.4. En vertu de l'article 43, 3°, du décret relatif au dopage – dans la version applicable au litige pendant devant le juge *a quo* -, celui qui s'adonne à une pratique de dopage telle qu'elle est définie à l'article 2, 6°, a), b) et c), ou à une pratique y assimilée telle qu'elle est définie à l'article 21, § 2, 1°, 2° ou 3°, est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six à deux mille francs ou de l'une de ces peines seulement. Par pratique de dopage, il convient d'entendre, selon l'article 2, 6°, de ce décret : (a) l'utilisation de substances et de moyens qui, conformément à l'article 22, sont interdits par le Gouvernement; (b) l'utilisation de substances ou l'emploi de moyens en vue d'amplifier artificiellement les performances du sportif lorsque ceux-ci peuvent être nuisibles à son intégrité physique ou psychique; (c) l'utilisation de substances ou l'emploi de moyens dans le but de masquer des pratiques de dopage visées sous (a) et (b). Selon l'article 21, § 2, du décret, sont assimilés aux pratiques de dopage : (a) le fait de faciliter ou de créer les circonstances propices à la pratique de dopage de quelque manière que ce soit; (b) le fait d'avoir en sa possession des substances et moyens visés à l'article 2, 6°; (c) le fait de tromper pendant, de s'opposer à ou d'entraver l'exécution des contrôles antidopage visés à l'article 2, 7°.

B.5. Il ressort de la disposition en cause, combinée avec l'article 43, 3°, du décret relatif au dopage, qu'un sportif qui s'est rendu coupable de pratiques de dopage ou de pratiques y assimilées à l'occasion de sa préparation ou de sa participation à une manifestation sportive ne peut être poursuivi pénalement pour ces faits, mais peut uniquement subir une sanction disciplinaire.

La disposition en cause contient dès lors une cause d'excuse exclusive de peine.

B.6. La loi fédérale relative aux drogues règle dans l'intérêt de la santé publique, d'une part, le transport, l'importation, l'exportation, la détention, la vente, l'offre en vente, la délivrance et l'acquisition de substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques et, d'autre part, l'exercice de la médecine en ce qui concerne ces substances.

La loi sanctionne la détention de substances interdites.

B.7. Selon le juge *a quo*, la disposition litigieuse doit être interprétée en ce sens qu'elle crée une cause d'excuse exclusive de peine qui s'applique non seulement aux « pratiques de dopage ou aux pratiques y assimilées », sanctionnées par le décret relatif au dopage, mais également à la « détention de substances interdites », sanctionnée par la loi relative aux drogues, si les faits commis relèvent des deux qualifications.

B.8.1. L'article 11 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles dispose depuis sa modification par la loi du 16 juillet 1993 :

« Dans les limites des compétences des Communautés et des Régions, les décrets peuvent ériger en infraction les manquements à leurs dispositions et établir les peines punissant ces manquements; les dispositions du livre Ier du Code pénal s'y appliquent, sauf les exceptions qui peuvent être prévues par décret pour des infractions particulières.

L'avis conforme du Conseil des ministres est requis pour toute délibération au sein du Gouvernement de Communauté ou de Région sur un avant-projet de décret reprenant une peine ou une pénalisation non prévue au livre Ier du Code pénal.

[...] ».

B.8.2. La compétence attribuée au législateur décrétoal par l'article 11 de la loi spéciale du 8 août 1980 comprend non seulement celle de sanctionner les infractions aux dispositions édictées par lui, mais également celle de déterminer les causes d'excuse exclusives de peine en ce qui concerne ces incriminations.

B.9. Le législateur décrétoal ne peut toutefois réprimer le non-respect des dispositions qu'il édicte que « dans les limites des compétences des communautés et des régions ». Ceci implique qu'il peut seulement créer une cause d'excuse exclusive de peine pour autant qu'elle porte sur les manquements qu'il érige en infraction conformément à l'article 11 de la loi spéciale du 8 août 1980.

B.10. Aux termes de l'article 128, § 1er, de la Constitution, les parlements de la Communauté française et de la Communauté flamande règlent par décret, chacun en ce qui le concerne, les matières personnalisables.

Selon l'article 5, § 1er, I, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les matières personnalisables visées à l'article 128, § 1er, de la Constitution comprennent notamment, en ce qui concerne la politique de santé, « l'éducation sanitaire ainsi que les activités et services de médecine préventive, à l'exception des mesures prophylactiques nationales ».

Il ressort des travaux préparatoires de cet article 5, § 1er, I, 2°, qu'en ce qui concerne les activités et services de médecine préventive, les communautés sont notamment compétentes pour « le contrôle médico-sportif obligatoire en vertu de la réglementation propre à l'exercice de certains sports (boxe, cyclisme) et le contrôle facultatif » (*Doc. parl., Sénat, 1979-1980, 434, n° 2, pp. 124-125*).

B.11. Le Constituant et le législateur spécial, dans la mesure où ils n'en disposent pas autrement, ont attribué aux communautés et aux régions toute la compétence d'édicter les règles propres aux matières qui leur ont été transférées. Sauf dispositions contraires, le législateur spécial a transféré aux communautés et aux régions l'ensemble de la politique relative aux matières qu'il a attribuées.

B.12. Il résulte de ce qui précède que l'article 128, § 1er, de la Constitution, combiné avec l'article 5, § 1er, I, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980, sous réserve de l'exception qui y est mentionnée, a transféré aux communautés l'ensemble de l'éducation sanitaire ainsi que des activités et services de médecine préventive.

B.13.1. Les dispositions du décret relatif au dopage concernant les pratiques de dopage doivent être considérées comme des règles relatives à la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé, qui relèvent de la médecine préventive.

En adoptant ces dispositions, le législateur décrétoal a ainsi réglé un aspect de la médecine préventive propre à la protection médicale des sportifs.

B.13.2. Etant donné que la matière de la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé relève de la compétence de la Communauté flamande, il faut également considérer que le législateur décrétoal flamand est compétent pour sanctionner le non-respect des règles édictées par lui dans ce domaine et pour prévoir en la matière des causes d'excuse exclusives de peine.

B.14.1. La compétence des communautés en matière de médecine préventive n'inclut cependant pas celle d'adopter de manière générale des règles relatives aux médicaments et aux denrées alimentaires.

En effet, il résulte des travaux préparatoires de la loi spéciale du 8 août 1980 (*Doc. parl.*, Sénat, 1979-1980, n° 434/1, p. 7; Sénat, 1979-1980, n° 434/2, pp. 124-125; Chambre, 1979-1980, n° 627-10, p. 52) que le législateur spécial a exclu la réglementation relative aux denrées alimentaires et aux médicaments de la compétence transférée aux communautés en ce qui concerne la médecine préventive. Ces matières relèvent dès lors de la compétence résiduelle de l'Etat fédéral.

B.14.2. En ce qu'elle prévoit une réglementation du transport, de l'importation, de l'exportation, de la détention, de la vente, de l'offre en vente, de la délivrance et de l'acquisition de substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, la loi fédérale relative aux drogues doit, dans le cadre des règles répartitrices de compétence, être considérée comme une réglementation relative aux médicaments et aux denrées alimentaires, qui relève de la compétence de l'Etat fédéral.

Il en découle également qu'il appartient au seul législateur fédéral de sanctionner le non-respect de ces dispositions et, s'il l'estime opportun, de prévoir en la matière des causes d'excuse exclusives de peine.

B.15. Interprétée en ce sens que la cause d'excuse exclusive de peine qu'elle contient s'applique non seulement aux faits qui sont uniquement punissables sur la base de l'article 43 du décret relatif au dopage, mais également à la simple détention de substances interdites, sanctionnée par la loi fédérale relative aux drogues, la disposition en cause n'est pas conforme à l'article 11 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

B.16. Dans cette interprétation de la disposition en cause, la question préjudicielle appelle une réponse affirmative.

B.17. La Cour constate cependant que tant le Gouvernement flamand que le Conseil des ministres font valoir que la disposition en cause peut être interprétée autrement. Le Gouvernement flamand invite la Cour à mentionner dans le dispositif de son arrêt l'interprétation qu'il suggère et qui, selon lui, résiste au constat d'inconstitutionnalité.

Compte tenu de ce qu'elle se réfère aux « faits punissables visés à l'article 43 [du décret relatif au dopage] », cette disposition peut également être interprétée en ce sens que la cause d'excuse exclusive de peine qu'elle contient s'applique uniquement aux infractions visées à l'article 43 du décret relatif au dopage, et non aux infractions qui sont définies dans d'autres normes législatives.

Dans cette interprétation, la disposition en cause ne répond certes pas entièrement à l'objectif, poursuivi par le législateur décrétoal, de « dépénalisation de la lutte contre le dopage des sportifs » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 1990-1991, n° 448/1, pp. 17 et suivantes), mais elle est conforme aux règles répartitrices de compétence.

B.18. Dans cette interprétation de la disposition en cause, la question préjudicielle appelle une réponse négative.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

- L'article 44 du décret de la Communauté flamande du 27 mars 1991 relatif à la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé viole les règles répartitrices de compétence s'il est interprété en ce sens que la cause d'excuse exclusive de peine qu'il contient s'applique non seulement aux faits qui sont uniquement punissables en vertu de l'article 43 de ce décret, mais également à la simple détention de substances interdites, sanctionnée par la loi du 24 février 1921 « concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes ».

- L'article 44 du décret de la Communauté flamande du 27 mars 1991 relatif à la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé ne viole pas les règles répartitrices de compétence s'il est interprété en ce sens que la cause d'excuse exclusive de peine qu'il contient s'applique uniquement aux infractions décrites à l'article 43 de ce décret et ne s'applique donc pas à la simple détention de substances interdites, sanctionnée par la loi du 24 février 1921 « concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes ».

Ainsi prononcé en langue néerlandaise et en langue française, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 10 avril 2008.

Le greffier,

Le président,

P.-Y. Dutilleux

M. Bossuyt